	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 1

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVE PARTICULIERES (CCAP)


MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

En application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 1°, L. 2125-1 1°, R. 2162-2, R. 2162-4 2° et R. 2162-13 à 14 du code de la commande publique

Il suit les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés passés par les organismes de Sécurité sociale


ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT

Seul l'exemplaire détenu par la CPAM de l'Hérault fera foi


	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 2

SOMMAIRE

1 – PARTIES CONTRACTANTES ET PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
2 - OBJET DU MARCHÉ	5
3 – FORME ET DEVOLUTION DU MARCHÉ.....	5
4 – MARCHES COMPLEMENTAIRES.....	6
5 – DUREE DU MARCHÉ	7
6 –LIEU D’EXECUTION	7
7 – MODALITES D’EXECUTION.....	7
8 –GARANTIE DES MATERIELS ET DES LOGICIELS.....	9
9 –INSTALLATION, VERIFICATIONS, DECISIONS APRES VERIFICATIONS	9
10 – PRIX.....	10
11 – CLAUSE DE REEXAMEN	12
12 – MODALITES DE REGLEMENT	12
13 – INTERETS MORATOIRES ET INDEMNITES FORFAITAIRES	13
14 - AVANCE.....	13
15 - PENALITES	14

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 3

16 -CLAUSE DE CONFIDENTIALITE.....	15
17 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	16
18 - CONDITIONS DE RESILIATION	17
19 - SOUS-TRAITANCE.....	17
20 – REGULARITE FISCALE ET SOCIALE	17
21 – ASSURANCE	18
22 - JURIDICTION COMPETENTE	19
23 - DEROGATIONS	19

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 4

1 – PARTIES CONTRACTANTES ET PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

1.1 - Les parties contractantes

▪ **D'une part, l'acheteur :**

La CPAM de l'Hérault
29 Cours Gambetta
34934 Montpellier Cedex 9

La personne signataire du présent marché :

Monsieur le Directeur de la CPAM de l'Hérault, représentant de l'acheteur.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R. 2391-28 du même code :

En cas de nantissements ou cessions de créances, est désigné comme comptable assignataire :

Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la CPAM de l'Hérault.


29, cours Gambetta – 34 934 Montpellier Cedex 9

- **D'autre part, le prestataire**, dont l'acte d'engagement aura été accepté par l'organisme, désigné dans le présent CCAP par l'expression "**le titulaire**".

1.2 - Les pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) incluant les délais de livraison ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- La Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Techniques, de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC) – arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus ;
- Le cadre de réponses techniques correspondant à l'offre technique du titulaire ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les bons de commande ;

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 5

- Le livret de sécurité du prestataire.

Le CCAG-TIC (arrêté du 30 mars 2021) n'est pas joint au présent dossier mais est réputé connu des sociétés et les parties contractantes lui reconnaissent expressément son caractère contractuel.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. Le fait de ne pas tous les énumérés dans les documents contractuels ne pourra être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître.

Aucune condition générale ou spécifique apportée dans les documents envoyés, ou remis par le titulaire, non expressément visée au présent marché ne pourra s'appliquer.

Il en est ainsi des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Toute modification apportée au présent marché sera formalisée par voie d'avenant signé par les deux parties.

2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'acquisition et la maintenance de matériel d'ouverture et d'extraction du courrier pour la CPAM de l'Hérault, située 29 cours Gambetta – 34 934 Montpellier cedex 9.

La CPAM de l'Hérault est un organisme privé gérant un service public, organisme de Sécurité sociale soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale, ainsi qu'au code de la commande publique depuis le 1^{er} avril 2019.


3 – FORME ET DEVOLUTION DU MARCHÉ

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique.

Le marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations demandées.

En complément de l'offre de base, l'acheteur impose aux candidats de fournir la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) N°1 qui inclut :

- Le module de numérisation automatique du contenu,
- Le tri automatique après ouverture,

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 6

- Et l'intégration dans un système global de gestion du courrier.

L'analyse des offres tiendra compte de l'offre de base et de la prestation supplémentaire réunies.

La PSE est chiffrée séparément dans le BPU.

L'absence de présentation de cette prestation dans l'offre d'un candidat rendra son offre irrégulière car incomplète et aboutira à son rejet.

La CPAM de l'Hérault se réserve la possibilité d'accepter ou de refuser la prestation supplémentaire éventuelle lors de l'attribution du marché.

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, en application des articles L. 2125-1-1°, R. 2162-2 (alinéa 2), R. 2162-4 2° et R. 2162-13 à 14 du code de la commande publique. Il est donc attribué à un seul opérateur économique.

Le marché est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum, sur la durée totale du marché, reconductions comprises. Le montant maximal est fixé comme suit :

Marché N°34-26/03	Montant maximum sur la durée totale du marché (en euros, hors taxe)
Acquisition et maintenance de matériels d'ouverture et d'extraction du courrier pour la CPAM de l'Hérault	120 000 € HT

Le marché cesse automatiquement de produire son effet lorsque ce montant maximum est atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution ne pourra cependant pas excéder six mois au-delà du terme du marché.


L'accord-cadre ne comporte pas de marchés subséquents.

4 – MARCHES COMPLEMENTAIRES

En application de l'article R. 2122-4 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial.

Lorsqu'un tel marché est passé, sa durée ne peut dépasser trois ans, période de reconductions comprises.

Le titulaire s'engage à proposer à la CPAM de l'Hérault des matériels et des logiciels à des prix n'excédant pas ceux du présent marché.

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 7

5 – DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification.

Il pourra être reconduit trois fois par période d'un an et par tacite reconduction.

La durée totale du marché ne pourra pas dépasser 4 ans.

Le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Dans le cas d'une non reconduction, la CPAM de l'Hérault notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au titulaire, au moins 2 mois avant la date anniversaire.

L'absence de reconduction du marché n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur achèvement complet, sauf décision contraire de l'organisme.

6 –LIEU D'EXECUTION

Le lieu de livraison et d'exécution des prestations est :

CPAM de l'Hérault – Siège

Gambetta RDC

Département Gestion des Flux Entrants (GFE)

29 cours Gambetta

34 934 Montpellier cedex 9

7 – MODALITES D'EXECUTION


7.1 - Les bons de commande

L'exécution du marché est ordonnée par l'émission de bons de commande (par mail), au fur et à mesure des besoins par référence au bordereau de prix unitaire (BPU) de l'accord-cadre.

La durée de validité des bons de commande est de 12 mois. Elle pourra excéder la durée de validité de l'accord-cadre de plus de 6 mois, à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre. Aucun bon de commande ne pourra être émis après l'échéance de l'accord-cadre.

La CPAM de l'Hérault s'engage à envoyer les bons de commande par mail sur une BAL (boîte aux lettres) dédiée à cet effet. Le titulaire devra par retour de mail confirmer la bonne réception de la commande et indiquer la date prévisionnelle de livraison et d'exécution.

Les bons de commande seront notifiés par l'acheteur.

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 8

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-TIC, le délai d'exécution du bon de commande court à compter de sa notification au titulaire. L'accusé de réception de commande fait foi de la date.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date et le numéro du marché
- La date et le numéro du bon de commande
- Les délais de livraison ou d'exécution des prestations
- Le lieu de livraison et d'exécution des prestations
- La désignation des matériels et prestations ainsi que les quantités commandées
- Le prix unitaire
- Le prix total (€ HT, TVA, € TTC)
- L'adresse de facturation.

7.2 - Le contenu des prestations

Les prestations concernent :

- L'acquisition de matériels d'ouverture et d'extraction du courrier,
- La maintenance des matériels et des logiciels intégrés (matériels sous garantie et matériels sortis de garantie)
- La formation.

Les caractéristiques minimales des matériels ainsi que le contenu des prestations associées sont définies au CCTP.


En outre, le titulaire reconnaît être tenu par une obligation générale de conseil, d'information et de recommandation tout au long de la durée du présent accord-cadre.

7.3 - Fonctionnalités, performances et spécifications

Le titulaire s'engage à ce que les fonctionnalités, performances et spécifications des matériels et logiciels livrés et installés soient conformes à celles décrites dans le CCTP et dans son offre pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Il s'engage en outre à ce que l'ensemble des performances ne subisse aucune dégradation pendant toute sa durée d'exécution.

Le titulaire assure que les matériels respectent les normes européennes connues au jour de la notification du présent accord-cadre. Le cas échéant, ces matériels devront pouvoir s'adapter et ce pendant toute la durée du présent accord-cadre, aux éventuelles nouvelles normes dès leur publication. Le non-respect de cette clause est susceptible d'entraîner la résiliation du présent accord-cadre.

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 9

7.4 - Les conditions de livraison et délais d'exécution des matériels et des prestations

Les matériels sont livrés franco de port et d'emballage.

La livraison s'effectue dans des conditions optimales de sécurité, par des transporteurs professionnels.

Les matériels doivent être emballés individuellement puis regroupé sous emballage spécialisé.

Les frais et risques afférents au transport des matériels demeurent à la charge du titulaire.

Toute livraison réalisée par le titulaire est accompagnée d'un bon de livraison comportant au minimum :

- La date d'expédition ;
- La référence de la commande ;
- L'identification de l'organisme bénéficiaire ;
- L'identification du titulaire ;
- L'identification des matériels livrés et, le cas échéant, la répartition par colis ;

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison est constatée par la signature du bon de livraison, dont chaque partie conserve un exemplaire.

7.5 - Les délais de livraison et d'exécution des matériels et des prestations

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans le CCAP, CCTP et affinés par le titulaire dans son offre.

Sauf stipulation contraire indiquée dans l'offre du titulaire, il est souhaité un délai de livraison de 2 mois.

Dès réception de la commande le titulaire accuse réception par courriel et indique au service achats/marché de la CPAM de l'Hérault la date de livraison prévue.

Les matériels sont livrés avec leur documentation en français.

Les délais d'intervention et de remise en état des matériels et des logiciels sont indiqués au CCTP.

8 –GARANTIE DES MATERIELS ET DES LOGICIELS

Les matériels et les logiciels feront l'objet d'une garantie minimale de 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision de réception.

Les modalités de cette garantie sont définies aux articles 36.1 à 36.6 du CCAG-TIC.


9 –INSTALLATION, VERIFICATIONS, DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Le présent article déroge à l'article 29 du CCAG-TIC.

Concernant le matériel et les logiciels intégrés, le titulaire dispose de 10 jours ouvrés à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche.

La titulaire prend en charge l'évacuation des emballages et déchets pour qu'à l'issue de l'installation, l'espace soit propre. Il prend aussi en charge le tri et la collecte des emballages.

Concernant les opérations de vérification, il est fait application de l'article 30 du CCAG TIC.

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 10

Concernant les vérifications quantitatives, il est fait application de l'article 31 du CCAG TIC.

Concernant les vérifications qualitatives – vérification d'aptitude (VA) et vérification de service régulier (VSR), il est fait application de l'article 32 du CCAG TIC. La régularité du service s'observe pendant 1 mois, à partir du jour de la décision de vérifications d'aptitude prise par la CPAM de l'Hérault. Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur 1 mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel respecte les exigences du CCTP.

Concernant les décisions après vérifications, il est fait application de l'article 33 du CCAG TIC. A l'issue de la vérification de service régulier, l'acheteur dispose d'un délai maximal sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier. Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours mentionné supra, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

Concernant l'admission, l'ajournement, la refaction et le rejet des matériels, il est fait application de l'article 34 du CCAG TIC.

10 – PRIX

10.1 - Les prix

Les prestations objet de l'accord-cadre seront réglées par application des prix indiqués dans le bordereau de prix unitaire (BPU).


Les prix stipulés dans ce bordereau de prix unitaire sont exprimés en euros, hors taxes et TTC.

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution de ses prestations. Ils incluent notamment les charges sociales, fiscales ou parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, tous les frais afférents au traitement de la commande, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Le titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens de nature nécessaires à l'exécution des prestations.

La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre.

En cas de modification de la législation fiscale au cours de la durée de l'accord-cadre, il est fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie d'avenant.

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 11

10.2 - Révision des prix

Les prix sont fermes pendant un an à compter de la notification du marché.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date de remise des offres (janvier 2026).

Ils sont révisés annuellement à la date anniversaire de notification du présent accord-cadre, par application de la formule suivante :

$$P = P0 (0.3 + 0.7 \text{ Syntec/Syntec0})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé.

P0 = prix initial pour la première révision et dernier prix révisé pour les révisions postérieures à la première.

Syntec = dernier indice Syntec publié au Moniteur à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre,

Syntec0 = dernier indice Syntec publié au Moniteur à la date de remise des offres.

Le titulaire devra obligatoirement joindre à la facture les indices justificatifs de la hausse ou de la baisse des tarifs ainsi que les calculs de révision.

Lors de chaque révision, les valeurs des indices ainsi que la formule paramétrique ci-dessus du nouveau prix devront apparaître sur la première demande de paiement révisée. Les justificatifs d'indice sont disponibles sur « Le Moniteur ».

Toute absence de justificatifs retardera le paiement de la facture.


Les prix seront ajustés à la hausse comme à la baisse en fonction de la variation de ces indices.

La révision de prix ne sera pas actée par avenant.

10.3 - Clause de sauvegarde

Le présent contrat est conclu en tenant compte d'une hausse annuelle maximum de 5 % des prix du BPU.

Si le seuil de 5% était franchi, l'acheteur se réserve le droit de résilier unilatéralement le présent contrat sans que le titulaire puisse prévaloir d'une quelconque indemnisation concernant la partie du marché restant à effectuer.

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 12

11 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il sera fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures.

12 – MODALITES DE REGLEMENT

Les demandes de paiement sont émises à la réception de l'étape de VSR pour les commandes liées à l'acquisition de matériel.


Les demandes de paiement sont émises semestriellement à terme échu pour Les commandes de prestations forfaitaires annuelles de maintenance des matériels et des logiciels.

Les demandes de paiement sont émises à réception des prestations pour les commandes de formation après constatation du service fait.

Les demandes de paiement sont obligatoirement déposées en ligne sur CHORUS PRO* (y indiquer obligatoirement) :

- Le numéro SIRET de l'organisme : 517 608 139 00013 ;
- Et le numéro de marché : 34-26/03.

*Le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>) permet à son utilisateur de suivre l'avancement du traitement de ses factures dématérialisées et de réduire les délais de traitement. Ce service est entièrement gratuit.

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP		Version F
			Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT		Page 13

La facture doit rappeler, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro et l'intitulé du marché ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- La forme juridique du titulaire ;
- Le numéro d'identification à la TVA ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date de l'établissement de la facture ;
- Le numéro de facturation ;
- Le nom de l'acheteur ;
- Les prestations effectuées, la désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- Le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, le montant de la TVA et le prix TTC ;
- Le prix total HT, le montant total de la TVA et le prix total TTC.
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire.

La CPAM de l'Hérault déduira le cas échéant les pénalités définies à l'article 15 du présent CCAP.

Le règlement interviendra *30 jours à réception de la facture, par virement* – Un RIB sera fourni. A défaut, la domiciliation bancaire du compte à créditer sera précisée sur chaque facture.

13 – INTERETS MORATOIRES ET INDEMNITES FORFAITAIRES


Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, l'agent comptable de l'acheteur règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de la réalisation des prestations si celle-ci est postérieure ou si la date de réception de la facture est incertaine.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'acheteur en application du présent marché donne lieu de plein droit et sans autre formalité :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du titulaire : les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

14 - AVANCE

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre, une avance sera versée dans les conditions fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12 du Code de la commande

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 14

publique. Le montant de l'avance est défini pour chaque bon de commande en fonction de la valeur de celui-ci.

Aucune avance supérieure à 5% n'est prévue pour le présent marché, hormis pour une petite ou moyenne entreprise (30%).

Le paiement de l'avance est conditionné par la fourniture par le demandeur d'une garantie à première demande couvrant l'intégralité du montant de l'avance.

15 - PENALITES

Il est dérogé à l'article 14 du CCAG-TIC pour le calcul des pénalités.

Les prestations non exécutées ou partiellement exécutées, ainsi que les retards de réalisation constatés par la CPAM de l'Hérault donneront lieu à l'application de pénalités sans mise en demeure préalable :

- En cas de non-respect du délai prévu au bordereau de prix pour la livraison des matériels, une pénalité de 400 € HT par jour ouvré de retard et par commande sera appliquée (sans pouvoir dépasser 10 % du montant HT du bon de commande considéré).
- En cas de non-respect des délais de maintenance des matériels et logiciels, une pénalité de 50 € HT par heure ouvrée de retard dans le délai d'intervention,
- En cas de non-respect des délais de maintenance des matériels et logiciels, une pénalité de 50 € HT par heure ouvrée de retard dans le délai de remise en état.

De plus, l'acheteur pourra faire assurer provisoirement par un tiers à la charge du titulaire le service normalement dû par ce dernier.


Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités sont dues par le titulaire quel qu'en soit le montant et dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable.

Les pénalités commencent à courir dès le lendemain du jour où le délai contractuel expire.

Les pénalités sont fermes sur la durée du marché et sont déductibles du montant hors taxes de la facture. Elles sont cumulables. Un mail sera envoyé pour indiquer le montant déduit de la facture.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCAP ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire est donc redevable de la prestation et ne peut se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 15

16 -CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'impose à sa profession.

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».


Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 16

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du livret de sécurité du prestataire et de l'avoir diffusé auprès de ses employés.

17 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre du présent marché, le titulaire veille à la gestion des déchets électriques et électroniques.


Le titulaire s'engage à enlever ou à faire enlever à titre non onéreux, sur simple demande de l'organisme bénéficiaire, les déchets issus des équipements électriques et électroniques objets de l'accord-cadre et d'assurer ou de faire assurer la valorisation ou l'élimination de ces déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Cet engagement est établi sous la responsabilité du producteur des équipements électriques et électroniques présentés dans son offre.

Le terme « producteur » est considéré au sens de la réglementation relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (art. R. 543-174 du code de l'environnement).

Lorsque le titulaire n'est pas un producteur au sens de la réglementation, il fait établir, en application de l'article R. 543-203 du code de l'environnement, un engagement par le(s) producteur(s) des équipements présentés dans son offre.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à limiter l'impact environnemental du transport et des déplacements dans le cadre du présent accord-cadre pour réduire les émissions de CO2 (transport groupé de marchandises, utilisation de véhicules propres...).

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 17

18 - CONDITIONS DE RESILIATION

Outre les cas prévus au chapitre 8 du CCAG-TIC, une résiliation du marché pourra également être envisagée de plein droit par la CPAM de l'Hérault aux torts exclusifs du titulaire sans indemnités dans les cas suivants :

- Lorsque le retard d'exécution imputable au titulaire se prolongerait au-delà de 20 jours ouvrés de retard suivant le délai indiqué au bordereau de prix unitaire (BPU). De plus, l'acheteur pourra faire assurer provisoirement par un tiers à la charge du titulaire le service normalement dû par ce dernier.
- Après 3 signalements par lettre recommandée en accusé réception pour mauvaise exécution du marché, carences répétées et manquements caractérisés aux obligations contractuelles.
- Manquement à la législation ou à la réglementation du travail,
- Non-respect des règles de confidentialité.

D'autre part, une résiliation pourra être prononcée aux torts du titulaire après mise en demeure* restée infructueuse en cas de non délivrance des documents et attestations justifiant que le titulaire est à jour de ses obligations fiscales et sociales (tous les 6 mois) et de son assurance civile professionnelle (tous les ans) à compter du début et jusqu'à la date de fin d'exécution du présent marché. La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au titulaire.

*La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés à compter de sa notification.

19 - SOUS-TRAITANCE

Conformément à la loi du 31/12/1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, objet du présent marché, sous réserve d'avoir obtenu de la CPAM de l'Hérault l'acceptation de chaque sous- traitant selon les dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-7 et R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.


Toutes les clauses du marché s'imposent aux sous-traitants qui y seront soumis aux mêmes conditions et termes que le titulaire.

Dans tous les cas, le titulaire du marché demeure le seul interlocuteur de la CPAM de l'Hérault et reste entièrement responsable des prestations sous-traités vis-à-vis de la CPAM de l'Hérault.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre ou d'un bon de commande est interdite.

20 – REGULARITE FISCALE ET SOCIALE

Par application de l'article R. 2143-7 du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande notifiée par l'acheteur les attestations fiscales et sociales.

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 18

En cas de non-présentation de tout ou partie des attestations fiscales, sociales et assurance, le candidat verra son offre rejetée.

En ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents conformément aux articles R. 2143-6 à 12 et R. 2143-16 du code de la commande publique au profit de l'offre du candidat arrivant en 2^e position et ainsi de suite.

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que les documents demandés ci-dessus devront être produits pour chacun des membres du groupement.

En cours d'exécution du marché et à la demande de la CPAM de l'Hérault (tous les 6 mois), le titulaire transmettra les documents, ci-dessus. Les documents et attestations demandés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. Ils devront être adressés à :

CPAM HERAULT

Service achats marchés

29 cours Gambetta

34 934 Montpellier cedex 9

marches-contrats.cpam-herault@assurance-maladie.fr

21 – ASSURANCE

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, le titulaire devra remettre **dans le pli de la candidature et de l'offre une copie de l'attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle »** pour l'année en cours et en vigueur à la date de remise des offres.


Le titulaire devra pouvoir justifier, chaque année de sa police et de sa quittance d'assurance pour l'année en cours, garantissant sa responsabilité professionnelle.

En cas d'existence d'une franchise, dans le cadre souscrit par le titulaire, il la prendra intégralement à sa charge.

En outre, le titulaire est responsable du personnel et des moyens mis à la disposition de la CPAM de l'Hérault pour l'exécution des prestations objet du marché.

Ainsi, le titulaire est responsable de tout dommage, quelle qu'en soit la nature, causé aux personnes travaillant pour son compte, aux personnes de la CPAM de l'Hérault, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié ou non, et de ses partenaires, en activité de travail,
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire au cours de l'exécution de la prestation.

	Marché n° 34-26/03 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP	Version F Date : 12.12.2025
	ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIELS D'OUVERTURE ET D'EXTRACTION DU COURRIER POUR LA CPAM DE L'HERAULT	Page 19

22 - JURIDICTION COMPETENTE

Les litiges et contestations concernant les obligations de publicité et de mise en concurrence des contrats de droit privé relevant de la commande publique seront soumis au Tribunal Judiciaire de Marseille (Sis 6, rue Joseph Autran – 13281 MARSEILLE Cedex 06 – Tel : 04.91.15.50.50).

Le Tribunal Judiciaire de Montpellier reste compétent pour tout contentieux né lors de l'exécution du marché (Place Pierre Flotte – 34040 Montpellier. Tel : 04.67.12.60.00).

23 - DEROGATIONS

Toutes les dispositions au CCAG-TIC s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans ces clauses particulières :

- L'article 1.2. « Les pièces constitutives du marché » du CCAP dérogent à l'article 4.1 du CCAG,
- L'article 9 du CCAP « Installation, vérifications, décisions après vérification » du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG,
- L'article 21 du CCAP « Assurance » déroge à l'article 9.2 du CCAG.